

DÉFAILLANCE DE L'ÉTAT ET VIOLENCE LÉGITIMATRICE : ENTRE DÉCHÉANCE DU POUVOIR RÉGALIEN ET SOUVERAINETÉ PAR LE BAS DANS LE TERRITOIRE DE FIZI, SUD-KIVU EN RD CONGO

STATE FAILURE AND LEGITIMIZING VIOLENCE: BETWEEN THE DECLINE OF REGALIAN POWER AND SOVEREIGNTY FROM BELOW IN THE TERRITORY OF FIZI, SOUTH KIVU IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

Saleh Assisa*

DOI: 10.24193/subeuropaea.2025.2.04

Published Online: 2025-12-16

Published Print: 2025-12-31

Abstract

The failure of the Congolese state is now clear for all to see, having reached its peak, particularly in the highly symbolic territory of Fizi. The sovereignty of the DRC has been severely tested by armed groups, both internal and external, which have taken advantage of the absence of a state capable of ensuring its security. Given that the DRC is highly coveted by some of its neighbors with expansionist ambitions, and even by multinationals eager to see it dismantled because of its many natural resources, it is particularly surprising that Congolese politicians do not recognize this with deterministic realism. In reality, the political elite often plays a double-edged role in the political change and modernization of societies, particularly in the DRC.

Keywords: Failed state, sovereignty, regalian power, legitimizing violence, and Fizi.

* Doctorant en Leadership politique et Gouvernance à l'Université du Burundi, enseignant à l'Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR Fizi, Rdc, chercheur au Centre d'Etude et Recherche de Développement des Sociétés en Reconstruction (CREDSR - UB). Email: assisajassalh1@gmail.com



INTRODUCTION

La défaillance de l'Etat en Afrique subsaharienne et particulièrement en Rdc pousse à la perte de la souveraineté de certains parmi eux. En effet, cette partie du continent où se trouve coincée la RD Congo (2.345.410 km²) figure parmi les grandes régions du monde où la nécessité d'étudier rigoureusement la lutte armée, les rébellions, le sécessionnisme ou le séparatisme s'est fait sentir avec une acuité plus élevée et cela notamment à cause du pullulement de ces phénomènes depuis les indépendances des années 1960 et surtout depuis la vaguelette décevante de démocratisation des années 1990¹. Parmi les facteurs déclencheurs et accélérateurs du viol de la souveraineté de l'Etat congolais, l'absence de l'Etat prend le sumnum argumentatif. Stevio Ulrich Baral-Angui² montre que si les causes du conflit congolais se limitaient à la faillite de l'État, la guerre pourrait être évitée mais les facteurs aggravants comme les effets du génocide rwandais ont précipité le pays dans la guerre, tandis que la manipulation ethnique, les problèmes fonciers et l'exploitation illégale des ressources naturelles ont servi de combustible pour alimenter le conflit. Ngoie Tshibambe³ ajoute que les auteurs désignent les maux inhérents aux Congolais eux-mêmes : les inédites politiques de destruction et d'autodestruction des successives classes politiques, sans scrupule, irresponsables et dépourvues du sens de l'intérêt général, et qui s'affairent avec dextérité et d'une manière obscène à l'enrichissement personnel, exhibé sans vergogne et avec insolence ; l'appât du gain facile en haut et en bas de société ou la corruption généralisée ; le laxisme dans la gestion des flux migratoires dans les provinces du Kivu ou l'absence de politiques migratoires ; la non-résolution de problèmes fonciers subséquents aux migrations incontrôlées et à la base du problème de nationalité des Banyarwanda, instrumentalisés par les uns et les autres, et à ce titre une véritable épine dans le pied du gouvernement congolais et qui sert de

¹ Samia Chabouni, « Les trajectoires politico-militaires et diplomatiques de Paul Kagame : du rebelle au leader régional, *in* Sergiu Mișcoiu, Jean-Michel De Waele et Andreea Bianca Urs (dir.), *Maquisards, rebelles, insurgés... politiques. Le devenir des chefs de guerre africains*, Cluj-Napoca: Casa Cărții de Știință, 2023, pp. 37-62.

² Stevio Ulrich Baral-Angui (2016), pp.222-238 *in* Dominique, Kenge et Sergiu Mișcoiu, dir., « Rétroactes du conflit congolais (RDC) et regard sur ses causes », *in* : *Studia UBB. Europaea*, 65(2), 2020, p.107.

³ Mbuyi Kabunda, préface *in* Germain, Ngoie Tshibambe, (s/d), *Identités, ressources naturelles et conflits en RDC. Défis méthodologiques et voies de sortie*, Paris: L'Harmattan, 2013, p.14.

prétexte à l'éternel motif d'intervention rwando-ougandaise au Congo, un pays sur lequel la violence prédatrice est imposée se manifestant par des pillages à grande échelle. Et la paix s'éloigne dans le Fizi/Alembelembé. Camel Camilleri⁴ note qu'il ne peut exister d'identité – pour soi substantialiste ; il n'y a que des identités en situation, produites par des interactions. Cet article omet volontiers les luttes d'accès au pouvoir coutumier sur lesquelles je consacrerai un autre article dans l'avenir.

La présente dissertation recourt à la méthode réflexive ou interprétativiste d'investigation. Nous partons d'une situation de non Etat dans le territoire de Fizi et ambitionnons de le comprendre. L'objectif de cette recherche est de connaître, nommer, découvrir, décrire les variables entre les relations que nous découvrons et de ce fait, analyser la problématique de la défaillance de l'Etat, des crises identitaires et l'émergence de la souveraineté par le bas dans Fizi. L'analyse documentaire et l'observation directe ainsi que l'analyse des discours des acteurs sont particulièrement utilisées afin de saisir le bilan de la littérature. Les paradigmes systémique, constitutionnaliste, interactionniste et les théories de la décision et des jeux plus le constructivisme nous ont aidés pour atteindre nos résultats⁵. L'imaginaire social est inextricablement lié au sens lié à autrui, à l'Etat, au pouvoir, etc. Il traduit ce qu'Achille Mbembe appelle "la reconstruction des logiques de sens et l'organisation de nouvelles significations de l'existence, en référence à une mémoire collective »⁶. La mémoire collective est parfois porteuse des archétypes difficiles à extirper. Les stigmates des crises restent présents dans cette zone rouge où les élites dominent la masse populaire.

Cette réflexion analyse les mécanismes par lesquels la défaillance de l'État congolais dans le territoire de Fizi a favorisé l'émergence d'une souveraineté alternative. Spécifiquement, l'étude voudrait : (a) Identifier les formes de défaillance du pouvoir régional dans le territoire de Fizi ; (b) Recenser et analyser les acteurs non étatiques qui exercent une forme d'autorité ou de souveraineté locale, (c) Interpréter les logiques sociales et culturelles qui confèrent une légitimité à la violence exercée par certains groupes armés ou autorités coutumières ; (d) Évaluer les implications

⁴ Carmel, Camilleri et alii, *Stratégies identitaires*, Paris : PUF, 1990, pp.43-83.

⁵ Sergiu Mișcoiu, *Naissance de la nation en Europe. Théories classiques et théorisations constructivistes*, Paris, l'Harmattan, 2010.

⁶ Achille, Mbembe, *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et Etat en société postcoloniale*, Paris : Karthala, 1988, p.35.

politiques et sécuritaires de cette souveraineté "par le bas" pour l'État central et pour la gouvernance locale. S'agissant de la pertinence de cette recherche, s'inscrivant dans la droite ligne de l'Odd16, elle vient contribuer à enrichir les débats théoriques sur la souveraineté fragmentée (haut et bas), la gouvernance hybride et les formes de pouvoir en contexte postcolonial africain et particulièrement en Rdc. *In fine*, c'est l'étude de la gouvernance, de la paix, la stabilité, la sécurité et le développement local de Fizi. Concernant la pertinence contextuelle, politique et sociale, en donnant la parole aux populations locales, cette étude permet de visibiliser les perceptions populaires de la légitimité, de la sécurité et du pouvoir, souvent absentes des analyses officielles. D'où l'intérêt des entretiens semi-directifs de recherche. Quatre théories sont mobilisées comme fondement de la résistance populaire et mode d'organisation de la souveraineté par le bas. Il s'agit de : la théorie de la souveraineté populaire : les autorités congolaises ont reconnu la souveraineté populaire dans la Constitution du 18 février 2006 (articles 3, 171 et 175) qui ne sont jamais appliquées.

Fizi est identifié comme étant occupé principalement par les Bembe. Les « sous-groupes » de Masanze, Zoba et Bwari comme d'autres peuples. Pour Olga Boone, dans ce « territoire habité par les Bembe, vivent aussi quelques familles d'autres peuplades, à savoir : des Vira, des Rundi, des Masanze et des Rwanda »⁷. Contrairement aux autres ethnies de la Rdc, les pygmées de Fizi ne sont ni représentés dans l'administration territoriale, ni au Gouvernement provincial ni au niveau Central ni local. Faut-il attendre qu'ils prennent aussi les armes ? Dans le Sud-Kivu, la forte contestation de l'identité autochtone vise les regroupements de populations barundi et, davantage, une communauté de Banyarwanda qui s'est fait appeler « Banyamulenge », à partir de 1973⁸. Ivan

⁷ Olga, Boone, *Carte ethnique du Congo quart Sud-Est*. Tervuren : MRAC (« Annales. Serie in-8°, Sciences humaines », n° 37) (1961), p.20 in Jean, Omasombo Tshonda, s/d, Théodore, Assuman Kilembwe ; Rigobert, Birembano Bahati ; Joris, Krawczyk, Mohamed, Laghmouch ; Paul, Olela, *République Démocratique du Congo, SUD-KIVU, Enjeux de territoire, Tome 1, Cadre naturel, peuplement et occupation de l'espace*, Tervuren, Africa Museum, 2024, p.77.

⁸ Jean, Omasombo Tshonda, s/d, Assuman Kilembwe Théodore., Birembano Bahati Rigobert, Krawczyk Joris, Laghmouch Mohamed, Olela Paul, *République Démocratique du Congo, SUD-KIVU, Enjeux de territoire, Tome 1, Cadre naturel, peuplement et occupation de l'espace*, Tervuren, Africa Museum: 2024, p.77.

Krastev⁹ montre que la souveraineté des Etats est limitée par des normes internationales, des droits humains ou des accords supranationaux. Elle reconnaît que les Etats doivent parfois céder une partie de leur souveraineté pour respecter des engagements internationaux (art. 217 de la Constitution du 18 février 2006). Davantage encore, la reconnaissance par les NU, dans la dernière décennie du 20^{ème} siècle, du « droit d'ingérence humanitaire » a pu justifier la possibilité de combattre par la force des régimes qui méconnaissaient gravement ces valeurs¹⁰. Il est clair que si la protection des peuples est foulée aux pieds, celui-ci a le droit de se défendre lui-même à défaut d'avoir en face un pouvoir politique et administratif capable d'exercer un contrôle efficace sur les individus. La souveraineté suppose un duo. Le 1^{er} est l'Etat, et le second c'est le pouvoir populaire. Le peuple agit à travers ses représentants. Cela montre que le peuple exerce directement sa souveraineté. C'est dans ce cadre que la souveraineté est contestée par des mouvements sociaux ou populaires en passant par cette légitimité¹¹. La théorie de la souveraineté conditionnelle nous aide à montrer que la Rdc est incapable de garantir la sécurité, la paix et le bien-être des citoyens. Il n'y a pas de carte d'identité nationale depuis 1996.

L'invasion programmée de la République Démocratique du Congo (RDC) ou lutte entre puissances

L'invasion ou la prise de contrôle du Zaïre ne s'est faite ni en quelques jours ni sans violence et peu de personnes se sont aperçues qu'elle avait commencé en fait dès 1994¹². C'est paradoxalement un rapport des services de renseignements du département d'Etat américain du 04 novembre 1994 qui dévoile le projet d'ensemble : « Le FPR tentera de vaincre les insurgés/génocidaires et portera le combat dans l'est du Zaïre¹³. Au cours d'une visite aux USA en août 1996, un mois avant le début de la « rébellion », Kagame déclare aux Américains qu'il est sur le point d'intervenir, d'autant plus que,

⁹ Ivan, Krastev, *The Sovereignty of the State in the Age of Globalization. In The Challenge of Globalization*, Washington, D.C.: The Brookings Institution Press, 2007, pp.27-42.

¹⁰ Philippe, Braud, *Sociologie politique*, 12^{ème} édition, Paris : LGDJ, 2020, p.72.

¹¹ V. Sergiu Mișcoiu, *Le Front National et ses répercussions sur l'échiquier politique français 1972-2002*, Cluj-Napoca, EFES, 2005, pp. 12-21.

¹² Charles, Onana, *Holocauste au Congo. Omerta de la communauté internationale. La France complice ?* Paris : L'artilleur, 2023, p.115.

¹³ United States Department of State, Bureau of Intelligence and Research, « Entering a More Dangerous Phase in Rwanda and Burundi », 4 nov 1994.

selon certaines sources, les ex-Far s'apprêtent à mener une offensive à grande échelle depuis Goma et Bukavu contre le Rwanda. (...) Malgré tous les signaux d'avertissement, l'embargo sur les armes imposé au Rwanda pendant le génocide de 1994 est levé le 1^{er} septembre 1996¹⁴. Ce qui peut revenir à expliquer la thèse du complot avancée par Onana, Mbeko, Ngbanda, Il faut rappeler que pour le Rwanda, la question n'est pas de protéger les Banyamulenge ; c'est plutôt inventer tous les stratagèmes afin de les déporter au Rwanda ou ailleurs et ainsi occuper leurs terres (1). Pour l'establishment rwandais, les Banyamulenge n'existent pas ; ce sont des Rwandais, mieux des Tutsi à "défendre" à tout prix et n'importe où ils se trouvent (2). Attaquer la Rdc, l'objectif n'est pas de sauver les Banyamulenge, mais mettre le Zaïre sous contrôle américain (3) et fin à l'influence de la France en Afrique médiane.

Les acteurs sous régionaux dans la déstabilisation de la Rdc

Profitant de la conjoncture du capharnaüm organisationnel étatique de la Rdc, du soutien des Usa, de la Grande-Bretagne et du Canada, le Rwanda ne veut plus accepter les frontières tracées par Berlin. Ses terres sont exiguës pour nourrir une population galopante. Et il y a longtemps que des pasteurs tutsi, mais aussi des paysans hutu, se sont installés, par vagues successives, dans les pays voisins... Notamment sur les rives occidentales des lacs Albert, Édouard, Kivu et Tanganyika, dans tout l'est du Zaïre, aujourd'hui Rdc, dans les provinces Orientale, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Katanga. Et il y a longtemps également que, pour résoudre cette question existentielle, est née, chez les Tutsi et leurs « cousins » les Hima, l'idée d'une République des Volcans, d'un Tutsiland, d'une Swahili Republic, une idée parfois dissimulée derrière celle d'une libération régionale. Cette volonté expansionniste des dirigeants rwandais n'est pas propre aux seuls Tutsi. Les Hutu, quand ils étaient au pouvoir (1960-1994), regardaient également vers les terres de l'Ouest. Après d'autres, Yoweri Museveni et Paul Kagame portent au milieu des années 1990 ce projet qui est la ou une des cause(s) de l'impossible paix dans l'est de la Rdc, et partant dans tout le pays¹⁵.

¹⁴ Filip, Reyntjens, *La grande guerre africaine. Instabilité, violence et déclin de l'Etat en Afrique centrale (1996-2006). Le bruit du monde*, Cambridge University Presses : éd. Les belles lettres, 2012, p.50.

¹⁵ Pierre, Péan, *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris : Fayard, 2010, p.179.

Etats faillis, fragile, en déliquescence ou déstructuré

Denis Bouchard¹⁶ montre que le concept même pose problème selon François Gaulme¹⁷. Ce dernier postule que le vocabulaire est incertain et fluctuant. Plusieurs mots ou expressions sont utilisés, suscitant débats et polémiques. L'expression « *État failli* », traduction littérale de *failed state*, est à la fois péjorative et ambiguë : il s'agit en effet moins d'une faillite financière que d'une situation plus générale d'échec à remplir ses missions. Dans cette configuration, le territoire de Fizi, à l'image de tout le pays, ressemble à un champ de bananiers se situant à côté d'un parc des gorilles sans gardes-forestiers. Et cette forêt est dévastée sans aucune mesure de protection.

La violence politique et la conquête de la souveraineté interne : la terre

Quatre options peuvent être considérées comme explication de violences politiques de l'indépendance à nos jours dans le territoire de Fizi : l'accès à la souveraineté en tant qu'Etat-Nation, lutte contre la dictature militaire de Mobutu, l'accès à la nationalité et la terre congolaises, la résistance contre les différents groupes armés étrangers présents à Fizi. La thèse de conquête terrienne du Rwanda au Congo a été aussi confirmée par un rapport de 159 pages établi par le parlement rwandais publié le 03 juin 2024. Précisons qu'une commission avait été mise en place par le Parlement rwandais en janvier 2023. Cette commission était chargée d'étudier la problématique des conflits à la frontalière dans la région des grands lacs. En effet, dans une conférence intitulée « la vérité sur la formation des frontières du Congo-Rwanda »¹⁸ que le professeur Tshibangu Kalala a animée à Bruxelles, le 19 février 2025, celui-ci souligne qu'aux numéros de pages 33-34 et suivant de ce rapport en kinyarwanda traduit en anglais par un logiciel, le parlement rwandais, falsifie l'histoire et écrit l'histoire à sa manière. En effet, pour ce parlement, les territoires de Rutshuru, Masisi au Nord-Kivu, au sud-kivu, les territoires d'Uvira et de Fizi y compris les plateaux d'Itombwe font partie du royaume du Rwanda. C'est la colonisation qui est responsable de tous les problèmes à l'est de la Rdc aujourd'hui. Les députés rwandais ont pris la parole et déclaré qu'ils vont demander au gouvernement de tout faire pour récupérer ces territoires

¹⁶ Denis, Bouchard, *Etats fragiles*, Politique étrangère n°1, 2011, pp.10-11.

¹⁷ François, Gaulme, « 'États faillis', 'États fragiles' : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale », Politique étrangère, n° 1, 2011, pp.17-29.

¹⁸ YouTube, *La vérité sur la formation des frontières du Congo-Rwanda*, du 20/4/2025.

perdus pour les annexer au Rwanda. Et ces propos ont été confirmés par le président Paul Kagame en visite officielle au Bénin, le 15 avril 2023¹⁹. Mais pourquoi Kagame ne s'aventure pas en Tanzanie ?

Les différents conflits ethnico-politiques burundais (1972, 1993 et 2015)

Après son accès à l'indépendance le 01 juillet 1962, le Burundi a été secoué par des crises politico-ethniques cycliques à partir de 1965 mettant aux prises Hutu et Tutsi instrumentalisés politiquement. Evariste Ngayimpenda²⁰ explique en long et en large la tragédie burundaise de 1972 et son lot de malheurs. Pour lui, ce génocide était planifié par les Hutu contre les Tutsi. Pour sa part, l'ancien Président Sylvestre Ntibantunganya, le « génocide de l'élite hutu » s'est déroulé sans véritable résistance de la masse de la population²¹. Ces réfugiés burundais de 1972 se sont installés principalement dans les localités de Makobola, Swima, Mboko, Nundu/Kenya, Sangya, Bamate, Lusenda, Atanga et Malinde.

L'impact du génocide au Rwanda et arnaque du peuple congolais par l'élite politique à travers les dialogues de "paix"

A la suite du crash de l'avion falcon 50 qui transportait les présidents Juvénal Habyalimana et Cyprien Ntaryamira un génocide des Tutsi a été opéré au Rwanda en 1994. Des populations rwandaises y compris des militaires des Far et miliciens Interahamwe avec armes et munitions ont fui vers le nord-kivu et le sud-kivu en Rdc (Kamanyola, Uvira et Fizi) sans laisser derrière eux leur idéologie génocidaire. Dans cet environnement, les forces armées zaïroises, soit elles restèrent passives, soit elles aidèrent activement les milices hutu dans les violences commises sur les Tutsi, notamment en leur fournissant des armes ; mais d'autres commentaires officiels appuyaient les groupes « autochtones » dans les efforts déployés pour expulser les Banyarwanda. Plusieurs dizaines de

¹⁹ Jassalh, Saleh Assisa, *Elite politique et souveraineté de la RDC. Pour la conquête de la paix des Territoires de Fizi et Uvira, Sud-Kivu, Rdc*. In *Studia Europaea*, LXIX,2., 2024, p.13.

²⁰ Evariste, Ngayimpenda, *Histoire du conflit politico-ethnique burundais. Les premières marches du calvaire (1960-1973)*, Bujumbura : Editions de la Renaissance, 2004, pp. 379-526.

²¹ Sylvestre, Ntibantunganya, *Une démocratie pour tous les Burundais. De l'autonomie à Ndadye (1956-1993)*, T.1. Paris : L'Harmattan, 1999, p.10.

milliers de Tutsi se déplacèrent du Congo au Rwanda fin 1994 et en 1995²². Ces derniers affirment que le 28 avril 1995, le Parlement de Transition adopta une « résolution sur la nationalité » qui décrivait tous les Rwandais comme des étrangers « qui avaient acquis la nationalité zaïroise de manière frauduleuse ». Dans le Sud-Kivu, le Commissaire du district d'Uvira ordonna en septembre 1995 un inventaire de tous les biens et toutes les terres appartenant aux Banyamulenge. Les expulsions des Banyamulenge du Sud-Kivu de leurs maisons devinrent courantes, de même que les déportations, principalement au Rwanda et au Burundi, atteignant un pic en 1996. Les Banyamulenge reçurent des ultimatums pour quitter le pays et des slogans en faveur du nettoyage ethnique apparurent : « *opération rendre les Rwandais au Rwanda* », « *Bukavu et Uvira villes propres* ». En 1998, les discours de haine devinrent particulièrement virulents ; parmi certaines déclarations officielles, le ministre des Affaires étrangères Abdoulaye Yerodia Ndombasi affirma publiquement que les Tutsi étaient « *de la vermine* » digne « d'être exterminés », ce qui aurait directement conduit au massacre de plusieurs centaines de Tutsis. Le Rwanda a clairement exacerbé un problème latent afin de créer un prétexte pour lancer son opération. Même si les Banyamulenge ont des griefs légitimes, la décision de lancer une opération militaire n'a pas été prise par eux, mais par Kigali²³. Le Rapport mapping²⁴ souligne que depuis les années 1980, la question de la nationalité des Tutsi vivant au Sud-Kivu était, comme celle des Banyarwanda au Nord-Kivu, un sujet de polémique. La plupart des Tutsi du Sud-Kivu affirmaient être des Zaïrois banyamulenge, c'est-à-dire des descendants des Tutsi du Rwanda et du Burundi installés dans les Hauts Plateaux des territoires d'Uvira et de Fizi avant le partage colonial de 1885. Les autres communautés considéraient à l'inverse que la plupart des Tutsi vivant au Sud-Kivu étaient

²² Pacifique, Ngoma-Binda ; Jean, Otemikongo ; Leslie, Moswa Mombo, *République Démocratique du Congo. Démocratie et participation à la vie politique : Une évaluation des premiers pas dans la IIIème République*, Une étude d'AfriMAP et de l'Open Society Initiative for Southern Africa, Johannesburg : Open Society Foundations, 2010, pp.43-44.

²³ Filip, Reyntjens, *Op cit*, 2012, p.50.

²⁴ RDC, *Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo*, Nations-Unies, Août 2010, p.73.

des réfugiés²⁵ politiques ou des immigrés économiques arrivés au cours du 20^{ème} siècle et ils leur contestaient le droit à la nationalité zaïroise. La décision prise en 1981 par le Président Mobutu d'abroger la loi de 1972 par laquelle il avait accordé la nationalité zaïroise de manière collective aux populations originaires du Rwanda et du Burundi présentes sur le territoire zaïrois avant le 1er janvier 1950 avait conforté la position des communautés dites « autochtones ». Depuis lors en effet, la suspicion quant à la nationalité réelle des Tutsi du Sud-Kivu était devenue générale et aucun député tutsi n'avait pu être élu dans la province. Comme au Nord-Kivu en 1989, la controverse sur la nationalité dite « *douteuse* » des Tutsi de la province avait d'ailleurs conduit au report des élections. Pour autant, en l'absence de conflit foncier majeur et eu égard à l'importance numérique relativement faible de la communauté banyamulenge et tutsi dans la province, la libéralisation politique du régime après 1990 n'avait pas débouché au Sud-Kivu sur le même degré de violence et de manipulation tribaliste qu'au Nord-Kivu²⁶. Rappelons que les armes circulent librement c'est-à-dire en toute impunité.

Dans les Hauts et Moyens Plateaux des territoires d'Uvira, de Fizi et de Mwenga, les populations bembe, dont les contentieux historiques avec les Rwandais n'avaient jamais été réglés, ont profité de ce contexte pour s'organiser en groupes armés et multiplier à leur encontre les actes d'intimidation et les vols de bétail. Face à cette situation, un nombre croissant de jeunes Tutsi et de Banyamulenge sont partis au Rwanda suivre une formation militaire au sein de l'Apr. Certains sont revenus rapidement au Zaïre et ont créé une milice d'autodéfense. D'autres sont restés au Rwanda afin de participer à la création d'une rébellion banyamulenge devant permettre à l'Apr de neutraliser les ex-Far/Interahamwe et aux Tutsi du Sud-Kivu et du Nord-Kivu d'obtenir la reconnaissance de leur nationalité zaïroise pleine et entière

²⁵ Gisaro Muhoza, un député national d'origine tutsi élu du territoire d'Uvira a popularisé ce terme à partir de la fin des années 1960 afin de distinguer les Tutsi installés de longue date au Sud-Kivu, les Banyamulenge, de ceux arrivés à partir des années 1960 comme réfugiés ou immigrés économiques. Banyamulenge signifie « gens de Mulenge », du nom d'une localité située dans le territoire d'Uvira où les Tutsi sont très nombreux. Il convient de noter cependant que la majorité des habitants de Mulenge ne sont pas des Tutsi mais des Vira. Avec le temps le terme « banyamulenge » a de plus en plus été utilisé pour désigner indifféremment tous les Tutsi zaïrois/congolais.

²⁶ RDC, *Op cit*, Août 2010, p.73 et s.

par un nouveau régime à Kinshasa²⁷. À partir de juillet 1996, avec le début des opérations d'infiltration des éléments armés banyamulenge/tutsi au Sud-Kivu, la situation des civils tutsi en général est devenue extrêmement précaire. Après que les Faz ont intercepté, le 31 août 1996, des militaires rwandais au niveau de Kiringye, à 60 kilomètres au nord d'Uvira, le Commissaire de zone, Shweka Mutabazi, a appelé les jeunes locaux à s'enrôler dans des milices combattantes et a donné l'ordre aux Faz d'arrêter tous les Banyamulenge et les Tutsi 160 vivant dans le territoire d'Uvira. Dans ce contexte, l'Équipe Mapping a documenté les incidents allégués par différents groupes ethniques²⁸. Est-il possible que Fizi renaisse, tel un phénix, de ses cendres et ainsi reconquérir une paix durable ? Oui.

À partir de 1993 cependant, l'arrivée dans la province des réfugiés et des groupes armés hutu burundais²⁹ et rwandais et l'intégration après juillet 1994 de nombreux Banyamulenge et Tutsi du Sud-Kivu dans l'armée et l'administration du nouveau régime rwandais³⁰ ont eu pour effet d'attiser le sentiment anti-banyamulenge et anti-tutsi chez de nombreux Sud-Kivutiens. Accusés d'être des agents des gouvernements rwandais ou burundais voire ougandais, de nombreux Tutsi étrangers mais aussi des Banyamulenge ont perdu leur emploi et ont subi des discriminations et des menaces. Ce fut donc le début de l'embrasement de la Rdc et de toute la région. James Kabarebe, ancien ministre de la Défense rwandais, qui fut pendant un temps le Chef d'Etat-major de l'armée congolaise sous le régime de Raoul Benyam (nom de code de L-D Kabilia), a lui-même reconnu, lors d'une allocution à l'Université Libre de Kigali que « les Banyamulenge n'existent pas. Les

²⁷ RDC, *Ibidem*.

²⁸ RDC, *Ibidem*.

²⁹ Après l'assassinat, le 21/10/1993 à Bujumbura du Président Melchior Ndadaye, des violences inter-ethniques ont éclaté au Burundi entre les Hutu et les Tutsi. Face à la répression organisée par les Fab dominées par les Tutsi, des dizaines de milliers de Hutu se sont réfugiés au Sud-Kivu entre 1993 et 1995. Dans leur sillage, en 1994, le mouvement hutu burundais du Cndd de Léonard Nyangoma et sa branche armée, les Fdd se sont installés dans les territoires d'Uvira et de Fizi. À partir de leurs arrières-bases dans le Sud-Kivu, ils ont lancé plusieurs attaques contre les Forces armées burundaises (Fab). La branche armée du mouvement hutu burundais, le Palipehutu, le Fnl, a également utilisé le Sud-Kivu comme arrière base dans sa lutte.

³⁰ Patrick, Mbeko, et Honoré, Ngbanda Nzambo, *Stratégie du chaos et du mensonge. Poker menteur en Afrique des Grands Lacs*, Québec : Editions de l'Erablière, 2014, p.331.

prétendus Banyamulenge sont, en réalité, des Rwandais », car dit-il, « ils parlent le Kinyarwanda et ont la culture rwandaise ». C'est donc de la manipulation qui doit être combattue et mise à nu si la justice est en action.

Etat fragile et souveraineté par le bas dans le Territoire de Fizi

Dans ce territoire, nous y observons trois principales formes d'organes de violences légitimatrices s'exprimant toutes contre la souveraineté de l'Etat. Il s'agit de la violence contre (a) l'occupation rwando-burundo-ougandaise depuis 1996 et son corollaire, (b) la violence identitaire revendicatrice de la protection des Rwandais tutsi qui luttent contre le pouvoir politique légitime. Cette ethnie est en quête de la nationalité et partant de la terre, source du pouvoir politique et économique. Cette violence s'oriente aussi contre la population (autochtone *versus* allogène) et notamment les chefs coutumiers. En riposte, ces derniers agissent par vengeance auto-protectrice et destructrice en vies humaines, bétails, maisons, etc. Il y a enfin la violation de la souveraineté de la Rdc par des (c) groupes armés étrangers en provenance du Burundi et du Rwanda (Fdrl, M23/Afc et leurs alliés, les Red Tabara) qui ont érigé des bases arrières dans les territoires de Fizi et Uvira pour conquérir le pouvoir dans leurs pays d'où ils sont venus.

Sur ce dernier registre, il est remarquable, répétons-le, que la lutte ethnique entre Hutu et Tutsi au Burundi et au Rwanda continue mais elle a juste changé de territoire et de cible. Le tout au service de la procréation anglo-saxonne. Cette transposition de lutte majorité-minorité (Hutu-Tutsi) ne peut pas s'appliquer dans cet espace car on risque de transformer la crise identitaire congolaise en crise raciale. Et pourtant, comme nous l'avons déjà dit, il s'agit fondamentalement de conflits liés aux puissances et au pillage des ressources naturelles de la Rdc. Qui plus est, il n'y a pas d'animosité culturellement cultuelle entre Bembe, Vira, Nyindu, Bwari contre les Tutsi. A titre exemplatif, dans le village de Nundu, Groupement Babungwe, Secteur de Tanganyika, Mrs Norbert Andolo Bwengwe (+) et Habibu Matete W'Abango ont arraché des griffes des assaillants y compris un pasteur de l'Eglise Méthodiste Libre, Mme Angèle Bambarayandi (Tutsi burundaise, mère de 7 enfants, épouse de Mr Augustin Mossi wa Lobelo). A Abela, dans le Secteur de Mutambala, vécut une prophétesse tutsi de renom appelée Mariam wa Lutabula et dont le fils Jérémie épousa une infirmière bembé qui exerçait à l'hôpital de Nundu qui avait un médecin Chef de Zone de Santé, un Munyamulenge appelé Mugabe. A cette époque Mr Ngandu assassiné dans sa fuite à Akyumba par les agresseurs de l'Afdl en 1996 était l'Administrateur de cet hôpital financé par les USA.

Bien plus, Mgr Jérôme Gapangwa, l'évêque d'Uvira dans lequel fait partie le territoire de Fizi, d'origine Munyamulenge, et Sibomana Déogratias furent les premiers à s'inscrire à l'école primaire catholique de Baraka, dans les années 1950. Inscrit ensuite au petit séminaire de Mungombe, Jérôme Gapangwa fut hébergé par la famille Isungapala Frédéric, à Mwenga. Les Congolais qui ont accueilli Mgr Gapangwa du temps où il était encore jeune réfugié tutsi ont manifestement été identifiés³¹. Dans une vidéo devenue virale³², Mgr Gapangwa Nteziryayo, devant un groupe des jeunes Banyamulenge, les exhorte à excepter qu'ils sont Rwandais, et il n'y a pas de crime à cela. Il affirme que sur sa carte de baptême, le 02/02/1955, il est bien écrit qu'il est Rwandais. De même, Manassé Ruhimbika, Tutsi militant de la cause banyamulenge, explique que « le nom Banyamulenge veut souligner notre présence ancienne au Zaïre à ne pas confondre avec les réfugiés rwandais des années 1960. Le nom Banyamulenge ne se réfère ni à un de nos vingt-six clans, ni à un ancêtre commun mais au village de Mulenge où se sont installés nos arrière-grands-parents³³. Le pire incident fut sans doute le massacre de Makobola perpétré à la Saint-Sylvestre en 1998 : plus de 800 civils massacrés (hommes, femmes et enfants). Ces éléments ont renforcé une ligne de fracture entre les Nilotiques, dont les Tutsi/Hima sont perçus comme faisant partie, et les Bantous. Ces derniers, majoritaires, préjugeant les premiers comme rusés, dominateurs, ayant de la fourberie. Du coup, toute cohabitation pacifique est hypothéquée entre ces deux groupes.

La résistance populaire : ressources naturelles, foncières et autochtonie

La souveraineté parallèle dans le territoire de Fizi a engendré une résistance populaire continue. Cette dernière s'emploie à vouloir pondérer la faillite de l'État mais sans la neutraliser durablement. Dans le contexte fizien, la résistance prend deux figures (douce et violente). Pour le général William Amuli Yakutumba³⁴, la Cnpsc (Coalition Nationale du Peuple pour la Souveraineté du Congo) est un mouvement politico-militaire congolais qui

³¹ Charles, Onana, *Op cit*, 2023, p.263.

³² YouTube, consulté le 07 avril 2025. Il dit sur ma carte de baptême dans l'église catholique, on mentionnait aussi son ethnie : Je suis Munyarwanda et c'est la vérité.

³³ Manassé Ruhimbika, 2001, p.21 *in* Charles, Onana, *Op cit*, 2023, p.263.

³⁴ William Amuli Yakutumba, né en 1964, Gradué en Sciences Politiques et Administratives de l'Université de Lubumbashi, entretien du 24 avril 2023 dans son QG de Matelo/Fizi.

combat la mauvaise gouvernance d'une part, et de l'autre part, l'inefficacité de l'Etat congolais depuis le régime de Joseph Kabila, à protéger la souveraineté de la Rdc et celle de son peuple. C'est pour cela que la Cnpsc appelle au patriotisme et à une révolte populaire pour renverser le système et non le régime. Car il faut combattre l'occupation de notre terre natale suscitée par l'impérialisme occidental et tous ses collaborateurs locaux ou voisins qui nous empêchent de profiter de nos richesses et partant, de nous développer. Notez que la Rdc a tout pour son développement, mais les Congolais en général et ceux de Fizi en particulier, n'en profitent jamais. En outre, ceux qui ne connaissent pas nos idéaux pensent que notre combat est orienté contre le Rwanda ou les Tutsi. Ils se trompent largement sur notre objectif. En effet, ceux-là constituent l'une de notre cible parce que les impérialistes les utilisent pour parvenir à la balkanisation³⁵ de la Rdc. Bref, si les traitres étaient d'une autre ethnique, on les combattrait autant que les Tutsi. Il faut retenir que notre idéologie n'est pas identitaire mais plutôt celle de sauvegarder la souveraineté de notre pays. Soulignons toutefois que ces VDP Volontaires pour la Défense de la Patrie) attendent aux droits humains suite à un manque de formation sur le droit humanitaire. H. Ngbanda³⁶ montre que cette résistance farouche à la pénétration des forces rwandaises de l'Afdl à Fizi en 1996 a consacré la création des « Mai-Mai » sous sa forme actuelle. Ces combattants organisés en véritables résistants avaient pour seul objectif : empêcher les troupes rwandaises de Kagamé d'occuper les terres bembé. En 1997, Laurent Désiré Kabila qui connaissait bien la perspicacité des combattants bembés pour les avoir ralliés à son maquis, trouva des moyens de négociations pour briser l'opposition et ouvrir un passage pour l'Afdl en direction du Nord Katanga. Selon le schéma et le calendrier initial des Américains, le Katanga aurait dû tomber avant la province orientale. Mais, à cause de la résistance imprévue des Mai-Mai, on changea d'itinéraire et Kisangani fut programmée avant Lubumbashi. Dans cette négociation avec les Maï-Mai, les généraux Sylvestre Luetcha et Sikatenda furent mis à contribution pour convaincre les combattants congolais qui sont de la même tribu qu'eux. Ils leur tinrent le discours suivant :

³⁵ To Save Congo, Let it Fall Apart - By J. Peter Pham, Directeur du Centre Afrique au Conseil Atlantique, New York Times-November 30, 2012, Puis Envoyé Special des USA dans la Region des Grands Lacs Africains de 2018-2020.

³⁶ Honoré, Ngbanda Nzambo, *Crimes organisés en Afrique Centrale. Révélations sur les réseaux rwandais et occidentaux*, Paris : Editions Duboiris, 2004, pp.146-147.

« Nous ne venons pas faire la guerre contre nos frères bembés, nous demandons seulement un passage pour aller jusqu'à Kalemie et Katanga, car l'AFDL, après la chute de Bukavu, a comme objectif d'aller jusqu'à Kinshasa. »

Jusqu'à son dernier souffle dans la prison de Ndolo à Kinshasa le 04 juin 2025, où il était incarcéré, le général Sikatenda est resté l'incarnation de la résistance mai-mai dans le territoire de Fizi. Pour leur part, Messieurs Azarias Ruberwa (ancien vice-président de la Rdc et plusieurs fois ministre) et Moïse Nyarugabo (sénateur), à la solde de P. Kagame, se sont montrés comme les plus grands ténors de la cause tutsi et de leur résistance à travers deux milices les plus meurtrières Twirwaneho et Ngumino pour saucissonner la Rdc selon le programme américain. Le bilan des victimes est difficile à établir pour toute la période de 1996 à ce jour. Notons qu'en 1999, 818 personnes civiles ont été tuées, non comprises les victimes qui seront plus tard retrouvées dans les buissons ». Telles sont les grandes lignes du récit de l'Abbé Bulambo, complété par d'autres survivants du drame. Un rapport de la Coordination des jeunes de la société civile du Kivu (Cojeski) fait état de 818 victimes Babembe, Bavira et Bafuliiru tuées le 1^{er} janvier 1999) au cours des tragiques événements de Makobola³⁷. Alenga Mweci Ebunga³⁸ avance qu'au niveau de la gestion du pouvoir de l'Union sacrée, la responsabilité à ce niveau est de l'élite politique. S'agissant de la lutte contre l'occupation, un député national³⁹ élu de Fizi qui a requis l'anonymat souligne que le peuple m'mbondo et la souveraineté sont les deux faces d'une même médaille. Dès lors qu'il s'agit de protéger son espace vital et l'histoire du territoire, le M'bembe n'hésite jamais à se défendre par tous les moyens possibles, y compris par les armes. Et ceci n'a pas commencé aujourd'hui. Cela a commencé avec Mbavu Moya qui a lutté contre les Allemands, puis le général Sylvestre Lwe'ya, Sikatenda, Shabani Ndalo Maulana, Madoa-Madoa, etc. Il y a toujours un mariage intime entre un M'mbondo et la terre (ésé, ébalo : notre terre, notre pays). Dès lors que dans tout conflit, les armes parlent. Sans doute qu'il doit y avoir des victimes directes et indirectes à déplorer. Malheureusement c'est souvent l'enfant, le jeune et surtout la femme qui sont les plus concernés ; des incendies et vols.

³⁷ RDC, *Livre Blanc*, Kinshasa, 2001, p.16. Cfr le Rapport Mapping 2010.

³⁸ Chef de Groupement de Bashim'muma-Nord, né en 1982, entretien du 12 juin 2024 à Baraka.

³⁹ M. Anonyme, entretien du 10 avril 2025, député national de Fizi, réalisé à Bujumbura.

Pour Msaselwa Makelele, pour sortir de cet état, les Babembe doivent accepter une cohabitation pacifique avec les cinq autres tribus. Et les Rwandais devraient faire alliance avec les Bembé au lieu de les considérer comme leurs ennemis congénitaux⁴⁰. Msaselwa rappelle que le 25 décembre 1998 à Makobola, les maï-maï associés aux fdd ont tué des malades banyamulenge hospitalisés à l'hôpital de Makobola parmi lesquels il y avait des militaires blessés aux combats et ont exposé leurs corps près du pont de la rivière Makobola. Une Munyamulenge des hauteurs d'Abumbe/Mkubwe qui venait d'accoucher à cet hôpital a été massacrée et son bébé éventré.

Bilan de la souveraineté parallèle dans le territoire de Fizi

Le bilan de cet état de fait est très alarmant sur le plan politique, économique, financier, sécuritaire, social, voire humain. Plus de 35 barrières payantes des VDP et des Fardc dans un même territoire. Pour voyager dans son territoire par exemple quitter Makobola pour aller à Nyange ou Elembwe, le citoyen est obligé de payer plus de 20 000 FC aux militaires et son motard plus de 18 000 FC. S'il faut ajouter les frais de transport qu'il doit payer au motard qui est de 140 à 150 000 FC, il arrive à payer plus de 180 000 FC soit plus de 60 \$ pour un aller simple. Ce montant correspond exactement au coût nécessaire pour faire le tour de nos pays voisins de plus de 1300 km (Bujumbura - Dar salaam - Kampala - Kigali) par véhicule⁴¹. C'est en effet, la criminalisation de l'Etat⁴². Sur le plan humain, parmi les massacres les plus notoires, citons le meurtre par les soldats Banyamulenge d'Henri Spaack, chef coutumier Bembé du groupement de Basimunyaka, le 12 septembre ; le massacre de 300 Banyamulenge à Baraka le 26 septembre ; et une tuerie massive perpétrée par des soldats Banyamulenge à Abala le 28 octobre 1996, au cours de laquelle 101 civils, pour la plupart Bembé, furent massacrés pendant la

⁴⁰ M. Msaselwa Makelele, né en 1976, ancien aide de camp du général autoproclamé William Amuli Yakutumba, entretien du 18 avril 2017 à Bujumbura.

⁴¹ Nyamangyoku Ishibwela, Obedi, *Rapport de vacances parlementaires, session de Mars 2024*, Kinshasa : 2024, pp.26-27.

⁴² Jean-François Bayart, « L'Afrique invisible », *Politique internationale*, 70, hiver 1995-1996, pp.287-299 et - en collaboration avec Stephen, Ellis et Béatrice, Hibou - *La Criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997 (trad. angl : Oxford, J. Currey, Bloomington, Indiana Univ. Press, 1999), ainsi que W. Reno, *Corruption and State Politics in Sierra Leone*, Cambridge : Cambridge Univ. Press, 1995.

messe⁴³. Des Congolais en majorité des Banyamulenge ont également été massacrés à Gatumba au Burundi le 17 août 2004. Un lourd bilan de 152 personnes tuées, 106 blessés et 8 portés disparus a été enregistré par les Nations-Unies (S/2004/821 du 18 octobre 2004). Des vies entières sont détruites pour la sécurité d'un pays, le Rwanda. Toutes ces atrocités de part et d'autres méritent justice pour aspirer à la réconciliation et à la paix.

Tableau n°1 : Cartographie des cachots des VDP et justice parallèle

N°	Responsable du roupe rebelle	Localisation
1.	Zela Mbuma	Alénga-Nord
2.	Ebuéla Mtetezi	Baraka-Centre
3.	Alexis Dunia	Mongemonge
4.	William Amuli Yakutumba	Mwamsombo YEP, Atchanga Cité Malkia wa Ubembe Fizi-Centre Ananda
5.	Chinja Huwa	Elombwe-Lulémaba
6.	Biloze Bishambuke	Akomba

Source: *RDC, Société civile Sud-Kivu. Bureau de coordination provinciale : juin-août 2025*, Bukavu, p.36.

Ces cachots où la corruption et la torture la plus atroce sont la règle se trouvent pourtant installés dans des secteurs contrôlés par l'Etat congolais.

Tableau n°2 : Les déplacés dans la zone de santé de Minembwe

N°	Aire de santé	Effectif des déplacés
1.	Rugezi	4.970
2.	Kitumba	6.626
3.	Kinyokwe	4.098
4.	Ilundu	6.275
5.	Irumba	5.855
6.	Abengu	7.117
7.	Kahwela	4.453
8.	Akenge	4.613
9.	Kihunga	3.793
	Total	47.860

Source : *RDC, Société civile Sud-Kivu. Bureau de coordination provinciale : juin-août 2025*, BK, p.39.

⁴³ Jason, Stearns, *L'ancre social des rébellions congolaises. Approche historique de la mobilisation des groupes armés en République démocratique du Congo*, Congo Research Group : New York University, 1997, p.21.

Minembwe est l'une des localités habitées majoritairement par les éleveurs rwandais. Cependant, il est difficile de déterminer les déplacés par ethnie.

Tableau n°3 : Cas des viols référencés répertoriés entre mai et août 2025

N°	Zone de santé	Période	Nombre	Référencement
1.	Fizi	Mai – juillet	28	Hôpital général de Fizi
2.	Nundu	Juin – juillet	14	Hôpital général de Nundu
3.	Embe-Lulenge	Mai – août	4	Hôpital de Lulemba
	Total		46	

Source: *RDC, Société civile Sud-Kivu. Bureau de coordination provinciale : juin-août 2025*, BK, p.42.

Ces statistiques représentent les déplacés dans le seul groupement de Bashim'muma-Sud. Les conditions de vie de ces déplacés sont très précaires. Ils sont dépourvus de toute assistance humanitaire, sans eau potable ou soins de santé appropriés pour les blessés de guerre et de violences sexuelles. Si rien n'est fait et rapidement, ces groupes armés constituent une menace existentielle du territoire par le règne de la *vendetta*. Et comment peut-on prétendre au développement local dans un environnement très incertain transformé en monde des assassins et pilleurs ? Il convient de signaler que la plus grande structure armée parmi les différents groupes actifs dans le territoire de Fizi c'est la Cnpsc. Le GEC⁴⁴ souligne que la Cnpsc a lancé en 2017 une offensive de grande envergure s'emparant rapidement de bases de l'armée congolaise. Elle a obtenu d'importantes quantités de munitions, pris brièvement le contrôle de vastes zones d'extraction d'or, et atteint la périphérie d'Uvira, un carrefour commercial régional important. La coalition comprenait au moins sept groupes armés répartis sur des centaines de km². A peine plus d'un an plus tard, le groupe fut frappé par une offensive de l'armée régulière et chassé de la plupart des centres de population, mais il reste toujours une menace pour les civils et la stabilité de la région. Dès 2023, la Cnpsc s'est alliée aux Fardc et à la Force de Défense Nationale Burundaise (Fdn) dans la lutte contre les agresseurs du M23/Afc/Rdf. Un contingent des Fdn est très présent dans le territoire. L'armée burundaise est dans le territoire de Fizi pour deux raisons majeures ; à savoir (1) traquer les Fnl, Cnrd et Red Tabara financées par le Rwanda et

⁴⁴ Groupe d'Etude sur le Congo, décembre 2018, pp.1-14.

(2) sécuriser ses frontières de Kamanyola jusqu'au Tanganyika contre les Rdf. Les Fdnb protègent Uvira, Fizi et surtout les Banyamulenge contre les attaques de Red Tabara/M23.

Tableau n°4 : Groupes armés locaux et étrangers dans le territoire de Fizi

N°	Groupe armé	Chef du G.A.	Secteur	Village
1	Coalition Nationale du Peuple pour la Souveraineté du Congo (Cnpsc)	William Amuli Yakutumba	'Ngangya Mtambala, Lulenge	Babengwa, Matelo, Muonda, 'Ngangya, Eleca, Bwala, Misese, Ngalula, Nyange, Makungu, Lubicako I et II ; Babengwa, Mkela, Sembe, Ecula, Bikalakala, 'Wa Mabwe, Ibumba
2	Mai-Mai ALIDA	Alonda Bita Alida	'Ngangya, Mtambala	Eônde, Nemba, Bubwalé, Beteli.
3	CPLC/FABB (Congrès Patriotique pour la Liberté des Congolais) Forces d'Auto-défense Biloze Bishambuke	Delphin Kalembe Ngomanzito	'Ngangya Mtambala, Lulenge, Tangania	Bashikika, Milemba, Rugezi, Kitumba, Bikalakala, Kinyokwe, Bulembo, Akye/Kitamabanga, Abangya, Namulasi, Eleca, Natulonge, Muonda, Kisanya, Misunga, Esembe.
4	Mai-Mai Mulumba	Mulumba Hondwa	Lulenge	Muonda
5	Mai-Mai Toronto	Toronto	Tangania	Lweba, Lusenda, Bitobolo, Andale, Esombe, Atenga, Mkyamba, Lubumba
6	Mai-Mai Réunion	Réunion Warusasa Musombani	Tangania	Lulambwe, Majaga, Etundu, Akenga
7	Mai-Mai Mupekenya	Vincent Nelonge	Tangania	Kiringi, Lufunda, Mitambo
8	Raiya Mutomboki Muhasha	Muhasha Mushimbi	Tangania	Kakuku, Bitakiro, Lutabula
9	CPLC/FABB Assani	Célestin Assani Mbakanyi	'Ngangya, Lulenge	Milimba, Kitumba, Rugezi, Bikalakala, Lwamabwe
10	Mai-Mai Kakobanya	Kakobanya Kalambi	Tangania	Bilende, Angûle, Etasha 1 et 2

N°	Groupe armé	Chef du G.A.	Secteur	Village
11	Mai-Mai FPLC	Muchingwa Aluta	Tangania	Lulambwe
12	Twirwaneho/ Ngumino	Michel Rukunda Makanika et Ndakize Kamasa	Mtambala, Lulenge, Tangania	Mleca, Abingu, Akenge, Akangala, Alonge, Masha, Ilumba, Lunundu, Ecabo
13	Groupe des Jeunes	Mumasa Kajiweka Queensiera	Lulenge	Musika, Muonda, Tubondo, Rubondo, Malingi, Kisanya
14	CPDC	Medi Kamugoko	Lulenge	Nabibuye, Ibumba, Lebera
15	Les Audacieux	Kawawa	Lulenge	Elembwe
16	Mai-Mai Kasherwa	Kasherwa	Tangania	Mulinga

Source : *RDC, Présidence de la République, Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (P-DDRCS)*, Coordination Provinciale du Sud-Kivu, Antenne d'Uvira, Fizi et Mwenga du 14 juin 2024, pp.3-4.

Des jeunes garçons et filles sont massacrés sans oublier des viols, enlèvements et enrôlements de force dans les groupes armés. Cette raison pousse chaque village se dote des VDP face à l'inertie de Kinshasa.

Tableau n° 5 : Groupes armés étrangers dans le territoire de Fizi

N°	G.A.	Chef du groupe armé	Secteur	Localité/Village
1.	Red Tabara	Bahati Five One/Burundi	Itombwe, Lulenge	-
2.	Fdlr	Amada/Rwanda	Lulenge	Hewa Bora, Epupu
3.	Cnrd	Théophile/Rwanda	Lulenge	Asolelo
4.	Fr	Aloys Zabampema/Bdi	Lulenge	Mimbililo, 2 maisons

Source : *Rdc, Présidence de la République, Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (P-DDRCS)*, Coordination Provinciale du Sud-Kivu, Antenne d'Uvira, Fizi et Mwenga du 14 juin 2024, p.6.

En 2020, le Kivu Security Tracker a rapporté 585 incidents violents avec 1175 victimes, dont 330 personnes décédées⁴⁵. Ce rapport identifie les victimes et les auteurs parmi les différents groupes en présence. Ces violences sont

⁴⁵ Okumenisches Nef Zentralafrika/Réseau Oecumenique de l'Afrique Centrale, *De nouveaux niveaux d'escalade dans le conflit. Insécurité croissante en République Démocratique du Congo*, Berlin : Février 2021, p.4.

également orientées entre les groupes. Bien plus, la violence est bien une réalité dans les 4 secteurs du Territoire de Fizi, 18 groupements et 388 localités. Aucun village n'est à l'abri des violences contre les civils. La GEC⁴⁶ précise qu'en 2003 (power sharing 1 + 4⁴⁷), un accord de paix a uniifié le pays et la plupart des groupes armés ont été intégrés dans une nouvelle armée nationale, notamment le groupe de Dunia. Yakutumba qui était devenu commandant de bataillon pour Dunia, a lancé une nouvelle rébellion en janvier 2007 avec la complicité de son ancien commandant et Looba Undji. Sa rébellion a finalement été baptisée Forces Armées Alléluia (Faal) avec une branche politique appelée le Parti pour l'action et la reconstruction du Congo (Parc). Le moment était critique : bien qu'un accord de paix ait uni le pays et que les groupes armés aient été supposés se joindre à une nouvelle armée nationale, les tensions entre les communautés ont persisté et des signalements d'infiltrations rwandaises ont continué. Les *wazalendo* (résistants patriotes) se sont formés et ont été reconnus comme protecteurs de la terre⁴⁸ à travers ce qu'on appelle la Réserve Armée pour la Défense (RAD) par la loi n°23/014 du 22 mai 2023 portant institution de la réserve armée de la défense en RD Congo, col.14 et le décret n°23/36 du 24 octobre 2023 relatif aux mesures d'application de cette loi (n°23/014). En effet, l'Etat a validé les milices locales sans aucune formation militaire bien appropriée.

CONCLUSION

Les crises identitaires manifestes dans le territoire de Fizi sont conséquentes de la défaillance de l'Etat. Celle-ci a prévalu dans l'émergence de la souveraineté par le bas sur base de la domination traditionnelle et charismatique. Cependant, il s'agit d'une mauvaise interprétation de l'article 64 de la Constitution du Congo appelant la population à la résistance. La mise en place d'un leadership visionnaire est un impératif. Cette vision doit s'accompagner de l'éducation citoyenne à la conscience nationale, la création d'un Etat de droit en Rdc ; la résolution de la récurrence et profonde crise économique et de la fragilité de l'Etat ; la gestion responsable des flux migratoires et des conflits fonciers entre « *autochtones* » et « *allochtones* » qui en

⁴⁶ Groupe d'Etude sur le Congo, *idem*.

⁴⁷ Insertion personnelle.

⁴⁸ Jassalh, Assisa Saleh, *Elite politique et souveraineté de la Rdc. Pour la conquête de la paix des territoires de Fizi et Uvira, Sud-Kivu, RDC*, in *Studia Europaea*, LXIX, 2, 2024, p.129.

résultent. En visite à Goma en octobre 2020, le Président Félix-Antoine Tshisekedi avait promis en vain d'étudier la problématique de la commune de Minembwe⁴⁹. Ce qui contribuerait à décanter la situation sécuritaire de Fizi-Uvira-Mwenga.

La Rdc doit former militairement tous les jeunes de 18 ans, créer une armée républicaine dissuasive dans la région en se débarrassant des infiltrés en son sein. La Rdc doit s'adapter non seulement au principe de bon voisinage mais aussi sa politique extérieure doit s'intégrer aux nouvelles contraintes géopolitiques et géophysiques régionales. La justice transitionnelle reste d'une importance capitale afin d'assainir son espace politico-administratif pour mettre fin à la domination du peuple par rapport à l'élite tant interne qu'externe.

Bibliographie

1. Assisa Saleh, Jassalh, *Elite politique et souveraineté de la RDC. Pour la conquête de la paix des Territoires de Fizi et Uvira, Sud-Kivu, RDC*, in *Studia Europaea*, LXIX, 2., 2024.
2. Bayart, Jean-François; Ellis, Stephen; Hibou, Béatrice, *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Paris : Éditions Complexe, coll "Questions de politique", 1997.
3. Boone, Olga, *Carte ethnique du Congo quart Sud-Est*. Tervuren : MRAC (« Annales. Serie in-8°, Sciences humaines », n° 37), 1961.
4. Bouchard, Denis, *Etats fragiles*, Politique étrangère n°1, 2011.
5. Braud, Philippe, *Sociologie politique*, 12ème édition, Paris : LGDJ, 2020.
6. Camilleri, Carmel et alii, *Stratégies identitaires*, Paris : PUF, 1990.
7. Gaulme, François, « 'États faillis', 'États fragiles' : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale », Politique étrangère, n° 1, 2011.
8. Groupe d'Etude sur le Congo, *La rébellion de la CNPSC : Marginalisation sociale et complicité de l'Etat au S-Kivu*, 2018.
9. Kenge, Dominique et Miscoiu, Sergiu, dir, « Rétroactes du conflit congolais (RDC) et regard sur ses causes » : *Studia UBB. Europaea*, 65(2), 2020.

⁴⁹ Jean-Claude Willame, *Banyarwanda et Banyamulenge: Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu* (Bruxelles/Paris: Institut Africain-CEDAF/L'Harmattan, 1997) in Jason, Stearns et al., *Les Banyamulenge: Insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu*, (Bruxelles/Paris: Institut Africain-CEDAF/L'Harmattan, 2013), pp.14-20.

10. Mbeko, Patrick et Ngbanda Nzambo, Honoré (2014), *Stratégie du chaos et du mensonge. Poker menteur en Afrique des Grands Lacs*, Québec : Editions de l'Erablière.
11. Mbembe, Achille (1988), *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et Etat en société postcoloniale*, Paris : Karthala, 1988.
12. Mbuyi, Kabunda, in Ngoie Tshibambe, Germain. (dir.), *Identités, ressources naturelles et conflits en RDC. Défis méthodologiques et voies de sortie*, Paris : L'Harmattan, 2013.
13. Mișcoiu, Sergiu (2005), *Le Front National et ses répercussions sur l'échiquier politique français 1972-2002*, Cluj-Napoca, EFES, 2005.
14. Mișcoiu, Sergiu (2010), *Naissance de la nation en Europe. Théories classiques et théorisations constructivistes*, Paris : l'Harmattan.
15. Mișcoiu, Sergiu, Kakai, Sedagban Hygin Faust., Hetcheli, Kokou Folly Lolowou., *Recul démocratique et néo présidentialisme en Afrique Centrale et Occidentale*, Iasi: Institutul European, 2015.
16. Mișcoiu, Sergiu ; De Waele, Jean-Michel ; Urs, Andreea Bianca (dir.), *Maquisards, rebelles, insurgés... politiques. Le devenir des chefs de guerre africains*, Cluj-Napoca: Casa Cărții de Știință, 2023.
17. Ngayimpenda, Evariste, *Histoire du conflit politico-ethnique burundais. Les premières marches du calvaire (1960-1973)*, Bujumbura : Editions de la Renaissance, 2004.
18. Ngbanda, Nzambo Honoré, *Crimes organisés en Afrique Centrale. Révélations sur les réseaux rwandais et occidentaux*, Paris : Editions Duboiris, 2004.
19. Ntibantunganya, Sylvestre, *Une démocratie pour tous les Burundais. De l'autonomie à Ndadye (1956-1993)*, T.1. Paris : L'Harmattan, 1999.
20. Nyamangyoku, Ishibwela Obedi, *Rapport de vacances parlementaires, session de Mars 2024*, Kinshasa : 2024.
21. Okumenisches Nef Zentralafrika/Réseau Oeucumenique de l'Afrique Centrale, *De nouveaux niveaux d'escalade dans le conflit. Insécurité croissante en République Démocratique du Congo*, Berlin : Février 2021.
22. Omasombo Tshonda, Jean, s/d ; Assumanzi Kilembwe, Théodore, Birembano Bahati Rigobert, Olela, Paul, *RDC, Sud-Kivu, Enjeux de territoire, Tome 1, Cadre naturel, peuplement et occupation de l'espace*, Tervuren, Africa Museum, 2024.
23. Onana, Charles, *Holocauste au Congo. Omerta de la communauté internationale. La France complice ?* Paris : L'artilleur, 2023.

24. Péan, Pierre, *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris : Fayard, 2010.
25. Quillien, Philippe-Jean & Tchen Vincent, *Droit constitutionnel*, Paris : Éditions Ellipses, 2004.
26. Rapport conjoint de la Mission de l'Organisation des N-U en RDC, de l'Opération des N-U au Burundi et du Haut Commissariat des N-U aux DH sur le massacre de Gatumba, 5 octobre 2004 n° S/2004/821 du 18 octobre 2004.
27. RDC, *Livre blanc. Numéro spécial. La guerre d'agression en République Démocratique du Congo trois ans de massacres et de génocide « à huis clos »*, Kinshasa, Octobre 2001.
28. RDC, *Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la RDC*, Nations-Unies : Août 2010.
29. RDC, *Société civile Sud-Kivu. Coordination provinciale : juin-août 2025*, Bukavu.
30. Reyntjens, Filip, *La grande guerre africaine. Instabilité, violence et déclin de l'Etat en Afrique centrale (1996-2006)*, New York : Cambridge University Press, 2012.
31. Stearns, Jason ; Verweijen, Judith ; Eriksson Baaz, M., *Armée nationale et groupes armés dans l'Est du Congo. Trancher le nœud gordien de l'insécurité*, Londres: SW, RVI, 2013.
32. Stearns, Jason et al., *Les Banyamulenge: Insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu*, l'Institut de la Vallée du Rift : Londres, SW, RVI, 2013.
33. Ulrich Baral-Angui, Stevio, « *Migrations, identités et tensions sociopolitiques en Afrique centrale* », Sciences humaines-Cames, vol. 1, no 6., 2016.
34. Veron, Jean-Bernard, « Somalie, un cas désespéré ? », *Afrique contemporaine*, n° 4/2009, n°232 ; « A propos des économies de guerre » et « L'aide et la double question du conflit et de la fragilité », 2011 in Chataignier, Jean-Marie et Magro, M (dir.), « *États et sociétés fragiles : entre conflits, reconstruction et développement* », Paris : Karthala, 2007.
35. YouTube, Conférence « la vérité sur la formation des frontières du Congo-Rwanda », Professeur Tshibangu Kalala, Bruxelles : le 19 février 2025.

-
- 36. YouTube, Mgr Jérôme Gapangwa Nteziryayo appelle les Banyamulenge à reconnaître leur identité rwandaise, consulté le 07 avril 2025.
 - 37. Zartman, William, *Collapsed States. The Desentegration and Restoration of Legitimate Authority*, Lynne Rienner: Publishers Bou Mwayilalder, 1995.

